

Contrat N° 1, Catégorie I du 1 AOÛT 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à fournir des services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de RUANDA pour un terme de 300 jours commençant le 1 AOÛT 1955 et prenant fin le . Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.

ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.

ART. 3. L'Employeur s'engage :

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,35<sup>9</sup> ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.

ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.

ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
  - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
  - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.

ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

IMKI - GOMA

MINES de KIFURWE  
RUANDA

1 OCT. 1955

Fait à le jour du mois

de mil neuf cent cinquante

18 OCT. 1955

V. si /: Horn. Pousrea ATA  
L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL R. ou son Délégué,

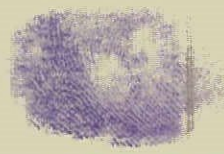
Ruhengeri



11797

CONTRAT N° 1. CATEGORIE " — " DU 1er AOUT 1955.

N°	: NOM	: Père	: Mère	: S/CHEF	: CHEF	: EMPREINTE.
2122	: NZARORA	: NKANDA	: KARABONEYE	: KAGOROLA	: KALIMA	:





Contrat N° 1, Catégorie A. du 1 OCT 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part.  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifurwe pour un terme de 300 jours commençant le 1 OCT 1955 et prenant fin le ..... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. L'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 735 f. ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

MINES de KIFURWE

RUANDA

18 OCT. 1955

Fait à ..... le ..... jour du mois

de ..... mil neuf cent cinquante

18 OCT. 1955

Vr. Se'ior Nour. Touprien.  
L'Administrateur de Territoire,

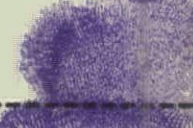

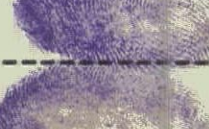
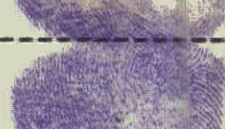
MARCHAL, R. ou son Délégué,

CONTRAT N° I. CATEGORIE A DU 1er AOUT 1955.

N°	NOM	: Père	: Mère	: S/CHEF	: CHEF	: EMPREINTE.
2281	BABIKAMUNDA	: NTIBABAZA	: NYIRAMABUMBA	: KAGOROLA	: KALIMA	:
2184	NDAGIRIYENE	: MUTARATAZA	: NYIRABISHWI	: SEMPABWA	: "	:
2187	BIRUSHYABAGABO	: NTAKIRENZE	: NYRABARORE	: "	: "	:
2265	RUGEMA	: MAHUKU	: MWEREKANDE	: "	: "	:
2275	SIMBIKANGWA	: BAKUNZIBAKE	: NTIBASHIMA	: "	: "	:
2280	MAJANGWE	: MWIJUKA	: NTIRYERA	: "	: "	:
2110	MABYARIMANA	: BYABAGABO	: NYIRAMAKUBA	: SEMANONKO	: "	:
2206	RURANANIYE	: HARAKANDI	: NYIRABATWA	: "	: "	:
<del>2243</del>	<del>MPABATANYURWA</del>	<del>: NDISHYUTSE</del>	<del>: NYIRANTURU</del>	<del>: "</del>	<del>: "</del>	<del>:</del>
2278	KANDAGAZI	: SENTASHYA	: NYIRABAHAGARARA	: "	: "	:
2256	NTIRIMENINDA	: NSEKUYE	: MUKARUTAMU	: TUMBANYA	: "	:
2257	MUNYANKIKO	: NDABAHIMYE	: KARUBERA	: "	: "	:
2260	BUSUHUKO	: NUBAHA	: KANKERA	: "	: "	:
<del>2189</del>	<del>NDABAHARIYE</del>	<del>: MUSEKURA</del>	<del>: MANYOCOTE</del>	<del>: ZIMULINDA</del>	<del>: "</del>	<del>:</del>



CONTRAT N° I. CATEGORIE A DU 1er AOUT 1955.

N°	:NOM	:Père	:Mère	:S/CHEF	:CHEF	:EMPREINTE.
2191:	BUGIRUWENDA	:BAKUNAME	:KUYEMUYE	:RWIHAMAGIGA	:KALIMA	
<del>2188:</del>	<del>MINAYO</del>	<del>:BUSHARIRE</del>	<del>:NYIRANJUGUSHU</del>	<del>:RWATANGABO</del>	<del>:</del>	<del>:</del>
2254:	BIRIMANZE	:BWAMAGUMYE	:NYIRAGAHINDA	:	:	
2255:	NZIGUHEBA	:SAZA	:BASHIMIKI	:	:	
2266:	MBONYUBWABO	:NDAGORAGOYE	:NYABIGUNDA	:	:	
2269:	NGIRARUBANDA	:MBURANUMWE	:NYIRABAKERA	:	:	
2272:	RUNIGI	:SEBISHYIMBO	:NYIRAMAKUBA	:	:	
2277:	NGIRUMPATSE	:NDABITA	:NYIRAMINAYI	:	:	
2279:	BARABONA	:NTAHORUZIRA	:NYIRATEBUKA	:	:	
2150:	RUKARA	:NKUMBUZE	:NYIRAMATABARO	:KAGORORA	:	
2186:	NZABAZA	:NYABUGWENE	:NYIRABITAMA	:	:	
2205:	MUJINYA	:NKIRIYUMWAMI	:NYIRABUYEYE	:	:	
2263:	KABIRIGI	:BUNDUGU	:NYRANDISHYUTSE	:	:	
2270:	RWANZEGUSHIRA	:NSHIZIRUNGU	:NYIRARWIMO	:	:	

Contrat N° 1 Catégorie 3 du 1 AOÛT 1955**Entre les soussignés :**

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

**il a été convenu ce qui suit :**

ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifurwe pour un terme de 300 jours commençant le 1 AOÛT 1955 et prenant fin le ..... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.

ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.

ART. 3. L'Employeur s'engage :

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,35 ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.

ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.

ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
  - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
  - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.

ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

MINES de KIFURWE

Fait à RUANDA le 18 OCT. 1955 jour du mois

de ..... mil neuf cent cinquante .....

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

18 OCT. 1955



CONTRAT N° I. CATEGORIE B DU 1er AOÛT 1955.

N°	:NOM	:Père	:Mère	:S/CHEF	:CHEF	:EMPREINTE.
2046:	NZABONARIBA	:MUHEKA	:BAVUKAHE	:RWIHAMAGIGA	:KALIMA	:
2047:	MUKIZA	:BITANGU	:NTARURASHIRA	:	"	:
2048:	NKINZEHKI	:RUKIKANNSHURO	:NYIRANDIMUBANZI	:	"	:
2051:	KARIMANYA	:BINYAGU	:NYIRANGURI	:	"	:
2060:	KABARIRA	:BARITONDA	:NTAWISHINGAKUNDI	:	"	:
2062:	RUGOMWA	:MUVUNYI	:NYIRABATWA	:	"	:
2038:	VUNABANDI	:NTISIGWA	:NYIRARUKABUZA	:TUMBANYA	:	"
<del>1792:</del>	<del>RIZINDE</del>	<del>:GAFAGA</del>	<del>:NYIRAMPORERA</del>	<del>:SEMPABWA</del>	<del>:</del>	<del>"</del>
2061:	MANYOGOTE	:MAHAME	:NYIRAKIMANA	:KAGOROLA	:	"

Voir Catégorie  
C.

Contrat N° 2, *Catégorie* du 1 AOÛT 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de *Kifurwe* pour un terme de 300 jours commençant le 1 AOÛT 1955 et prenant fin le ..... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. L'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de *7.35 f* ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

MINES de KIFURWE  
Fait à RUANDA le 18 OCT. 1955 jour du mois

18 OCT. 1955

de ..... mil neuf cent cinquante.....

*Visé par Hon. TOUSTEN*  
L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



CONTRAT N° 2. CATEGORIE C DU 1er AOUT 1955.

N°	: NOM	: Père	: Mère	: S/CHEF	: CHEF	: EMPREINTE.
I747:	RWAMPOZEMO	: RWANANIYE	: NYIRABUKARA	: RWAMHAMAGIGA	: KALIMA	:
I803:	BAKUNDA	: KARAGURA	: NYIRARWIRUKO	: "	: "	:
I810:	NZAMANDI	: GAHINDA	: NTAMAKURIRO	: "	: "	:
I828:	NDENGEYE	: SINGIRANKABO	: NDAYAHOZE	: "	: "	:
I840:	BANIGA	: RUKIRANDE	: BUTURWANDE	: "	: "	:
I769:	KAJEMUNDIMWE	: MABARIRE	: NYIRANDAMUTSA	: KINYONI	: "	:
I801:	BUGIRE	: KIRARIKA	: NYIRAKAJE	: "	: "	:
I813:	NDYANABANZI	: RUSEKABAHUNGA	: KAMASHARA	: SEMANONKO	: "	:
I836:	MIRUHO	: SERUSHOKI	: NYIRAMICUNGO	: KAGOROLA	: "	:
I723:	NTAWURUHUNGA	: SEBAKARA	: KITERO	: RWATANGABO	: "	:
I808:	BARAMONGA	: BAGIRUBWIRA	: NYIRAMIHIGO	: NKUNDIYE	: "	:

1792: RIZINDE: GAFABAZA: NYIRAMPORERA: SEMANONKO: 11 :

Contrat N° 2 Catégorie F. du 1 AOUT 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part.  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifurwe pour un terme de 300 jours commençant le 1 AOUT 1955 et prenant fin le ..... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. L'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,35 f. ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.



CONTRAT N° 2. CATEGORIE F DU 1er AOUT 1955.

N° : NOM : Père : Mère : S/CHEF : CHEF : EMPREINTE.

I278:NDABAMAZE :NDABAHENGEREZA:RIBAKARE :RWIHAMAGIGA :KALIMA :

I269:MAKAMBIRA :NIBASEKE :SEMAKANDA :SEMANONKO : " :

Contrat N° 1, Catégorie E du 1 AOUT 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifurwe pour un terme de 300 jours commençant le 1 AOUT 1955 et prenant fin le . Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. l'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,35 f. ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

18 OCT. 1955

MINES de KIFURWE

Fait à RUANDA le . jour du mois

de . mil neuf cent cinquante .

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



CONTRAT N°2. CATEGORIE E DU 1er AOUT 1955.

N°	:NOM	:Père	:Mère	:S/CHEF	:CHEF	:EMPREINTE.
I433:	NGAYABO	:NDAMUZEYE	:MANYURANE	:RWIHAMAGIGA	:KALIMA	:
I435:	NGIRINZIRA	:BIGWERA	:NYAMAKANA	: "	: "	:
I384:	BUHUGA	:MUKUTSO	:KINYONI	:SEMANONKO	: "	:
I386:	KANANIYUNDI	:SEHENE	:NYIRANGABO	:KINYONI	: "	:

Contrat N° 2, Catégorie D du 1 AOUT 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifurwe pour un terme de 300 jours commençant le 1 AOUT 1955 et prenant fin le ..... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.

ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.

ART. 3. L'Employeur s'engage :

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 4,35 f. ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.

ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.

ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
  - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
  - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.

ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

18 OCT. 1955

MINES de KIFURWE

Fait à RUANDA le ..... jour du mois

18 OCT. 1955

de ..... mil neuf cent cinquante .....

*V. S. / or Nom TOO SSEN. A*  
L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



CONTRAT N° 2. CATEGORIE D DU 1er AOUT 1955.

N°	NOM	:Père	:Mère	:S/CHEF	:CHEF	:EMPREINTE.
I509:	RURANANIYE	:BANIGA	:NYIRANJISHI	:RWIHAMAGISA	:KALIMA	:
I557:	RUGIRACYANE	:NTUNGIYEHE	:NYIRANDAMA	: "	: "	:
I570:	BAHUFITE	:RWAMURIMA	:NGANYIRANDE	: "	: "	:
I590:	MURIRIRE	:KIBUNO	:BAZIRUWUNGUKA	: "	: "	:
I591:	MAREKANE	:NSEKWANA	:BAHATSI	:NTIRUHONGERWA	: "	: "
I597:	KADASHOTOKA	:SINGIRANKABO	:NDAYAHIZE	: "	: "	:
I614:	KAMUZINZI	:RWANAMIZA	:NYIRAMAHEMA	: "	: "	:
I617:	RUHANGO	:BARAHOMAHOMA	:NYIRAMITOTO	: "	: "	:
I620:	BASESINABI	:KIBUNO	:NYIRANZOZA	: "	: "	:
I686:	RUGIRA	:HABAGATSI	:NYIRAMBURAHOSE	: "	: "	:
I558:	BAHATSI	:NTAMONDI	:KALIKUMUTIMA	:SEMPABWA	: "	:
I589:	NTANYUNGURA	:BANANE	:MPANYANGE	: "	: "	:
I786:	RWIHANDAGAZA	:SERUFIRIRA	:KARUBERA	: "	: "	:
I608:	SEMAKUZA	:KAJYIBWAMI	:KAGWAYIRE	:KAGOROLA	: "	:

CONTRAT N° 2. CATEGORIE D DU 1er AOUT 1955.

N° : NOM : Père : Mère : S/CHEF : CHEF : EMPREINTE.

I902: SHUMBUSHO : NZAJYIBUKAMA : NTAMUVURIRO : KAGOROLA : KALIMA :

~~I676: KARUHIJE : NIKOBATUYE : NDIMUKAGA : KINYONI : " :~~

I596: DIGIRABAGABO: BIGURI : NYIRAMARUHE : RWATANGAPO : " :

I56I: NTARIBI : RUGENYA : NYIRABARIGIRA: SEMANONKO : " :

I573: UKIZEMWABO : BISHIKA : NTIRYICA : " : " :

I707: KARAKE : KAYENZI : KAMPUNDU : " : " :

*[Signature]*



Contrat N° 3, Catégorie B du 1 AOÛT 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifurwe pour un terme de 300 jours commençant le 1 AOÛT 1955 et prenant fin le . Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. l'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7.70 f. ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

MINES de KIFURWE  
RUANDA

10 OCT. 1955

Fait à le jour du mois

de mil neuf cent cinquante

L'Administrateur du Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

CONTRAT N° 3. CATEGORIE G DU 1er AOÛT 1955.

N° : NOM : Père : Mère : S/CHE : CHEF : EMPREINTE.

666 II27: HABUMUGISHA : SAKE : NTIBISANGANWA : RWIHAMAGIGA : KALIMA :

II33: BARAHOMVA : NTINGIYEHE : NYIRANDAMA : 3 : " :

II40: BAKIKA : KARIMUNDA : NYIRABITAMA : " : " :

II57: BARYANA : BASEBGA : MUJINYA : " : " :

II58: SENTASHYA : KANYINYA : MAHUKU : " : " :

II63: UWANZWEMWABO : SERUSARIRO : NZARITURANDE: " : " :

IO84: NZABONARIPA : BARIHUTA : NYIRANZOGA : " : " :

III4: RUMAZIMINSI : SINARUHAMAGAYE: NGIRUMWAMI: SEMPABWA : " :

677: SEGAHENE : GATABAZI : NYIRATEGEKA : RUKIMBIRA : RWABUKAMBA:

II65: MARICO : SHEKISEZI : NYAKISEZI : SHEMWAMI : BITOBORO: M n6 anes



Contrat N° 3, Catégorie H. du 1 AOÛT 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Le Furure pour un terme de 300 jours commençant le 1 AOÛT 1955 et prenant fin le ..... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. L'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 1.70 ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

18 OCT. 1955

MINES de KIFURWE  
Fait à RUANDA le .....

18 OCT. 1955

de ..... mil neuf cent cinquante ..... jour du mois .....

L'Administrateur du Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

CONTRAT N° 3. CATEGORIE H DU 1er AOÛT 1955.

N° : NOM : ~~BASE~~ Père : Mère : S/CHE : CHEF : EMPREINTE.

1031: SEBATWA : BASEKE : NYIRAJANA : RWIHAMAGIGA: KALIMA :

897: SERUSHOKI : MAHIMANE : NYIRABUTORAGURWA: RWATANGABO: KALIMA:



R. MARCHAL

MINE DE

Contrat No

2. *Kifunwe F.* du. *1/1/55.*

~~MINE DE~~

ENTRE LES SOUSSIGNES:

MARCHAL Robert Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,

et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

Art.1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de *Kifunwe* travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de *Kifunwe* pour un terme de 300 jours commençant le *1-10-55* et prenant fin le *1-10-55*. Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.-

Art.2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 Mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.-

Art.3. L'Employeur s'engage:

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de *7,20* ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.-
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.-
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur

Art.4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.-

Art.5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit:

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 Mars 1922, dans les cas énumérés ci-après:
  - 1o Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance ou aura encouru une condamnation judiciaire;
  - 2o Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.-

Art.6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.-

Fait à *Kifunwe* le *5/1* jour du mois de *mai* mil neuf cent cinquante. *eng.*

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



Contrat N° 3, Catégorie I. du 1 AOÛT 1951

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de Kifurwe pour un terme de 300 jours commençant le 19 AOÛT 1951 et prenant fin le ..... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. l'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de ..... ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

IMKI - GOMA

18 OCT. 1955

MINES de KIFURWE

Fait à RUANDA

18 OCT. 1955

le ..... jour du mois

de ..... mil neuf cent cinquante

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



CONTRAT N° 3. CATEGORIE I DU 1er AOUT 1955.

N°	:NOM	:Père	:Mère	:S/CHEF	:CHEF	:EMPREINTE.
I27:	IBABA	:BARITIMA	:NYIRAMAGANYA	:RWIHAMAGIGA	:KALIMA	:
603/	SHYEREZO	:NTIRYERA	:AYINO	: "	: "	:
620:	BAGIRUMUJINYA	:KAGANDA	:KIBIRIBIRI	: "	: "	:
697:	RWAMBIBI	:KAJOGI	:NDAYAHIZE	: "	: "	:
<del>758:</del>	<del>KWISANGA</del>	<del>:BENDA</del>	<del>:NYIRAKIMONYO</del>	<del>: "</del>	<del>: "</del>	<del>:</del>
594:	NTUYE	:KAJUMBA	:NYIRAMBEBA	:KAGOROLA	: "	:
679 :	NDARIBITSE	:BAHUMUNYURWA	:NTAHONTUYE	: "	: "	:
806:	NKAMIYE	:GASHAZURE : <del>NYIRAKASE</del>	:NYIRAKAJE	: "	: "	:
834:	NDABAGERA	:MANIGU	:MAGERA	: "	: "	:
835:	SENTAMA	:MUHOZI	:NYIRAMWISHYURA	: "	: "	:
853:	BIGANDA	:MATABARO	:NYIRABUTAGWIRA	: "	: "	:
944:	BUNGUKA	:GASOZI	:NYIRATEBUKA	: "	: "	:
823:	BUREGEYA	:KARENGABO	:NANGWANUMWE	:TUMBANYA	: "	:

Contrat N° 3, Catégorie J. K. L. du 1 AOUT 1955

Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de MINES de KIFURWE pour un terme de 300 jours commençant le 1 AOUT 1955 et prenant fin le RUANDA. Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.

ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.

ART. 3. L'Employeur s'engage :

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,70 ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.

\* ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.

ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
  - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
  - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.

ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

IMKI - GOMA

10 OCT. 1955

MINES de KIFURWE

10 OCT. 1955

Fait à RUANDA le jour du mois

de mil neuf cent cinquante

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



CONTRAT N° 3. CATEGORIE J DU 1er AOUT 1955.

N° :NOM :Père :Mère :S/CHEF :CHEF :EMPREINTE.

209:NYIRISIMBI :MATWI :NYIRABIRAMA :RWIHAMAGIGA :KALIMA :

158:SEMASAKA :BUHAKE :NYIRAZUBA :SEMPABWA : " :

CONTRAT N° 3. CATEGORIE K DU 1er AOUT 1955.

N°	:NOM	:Père	:Mère	:S/CHEF	:CHEF	:EMPREINTE.
49:	MURIRO	:BWENGE	:NYIRABATIYONGERA	:RWIHAMAGIGA	:KALIMA	:
82:	MAHIMANE	:SEBUTIMBIRI	:NYIRANKERI	:RWIHAMAGIGA	: "	:
138:	NDABARINZE	:BARITIMA	:NYIRAMAGANYA	: "	: "	:
<del>203:</del>	<del>SEBAZUNGU</del>	<del>:NDARUHUTSE</del>	<del>:MUSANGIRA</del>	<del>: "</del>	<del>: "</del>	<del>:</del>
258:	NDABERETSE	:RWAMO	:MBERISHYOZA	: "	: "	:
273:	SEMIKERI	:NYAGAHEMURA	:NYIRANTASHYA	: "	: "	:
285:	BAJYIYOBASHAKA	:MURUMA	:NYIRAMBAGARE	: "	: "	:
433:	NDABANANIYE	:NTABWENGE	:NTABARESHYA	: "	: "	:
78:	GATWA	:KABOKO	:NAMBAZANDE	:KAGOROLA	: "	:
253:	BICIKUBA	:RURIHOSE	:NYIRABANZI	: "	: "	:
408:	KADEGA	:MIHARA	:NTIRUSEKANWA	: "	: "	:
475:	KABANO	:MWENDERAHE	:MUKERENKE	: "	: "	:
318:	MUNYAGARA	:NTIRIKWENDERA	:MARUNGWA	:SEMANONKO	: "	:



CONTRAT N° 3. CATEGORIE L DU 1er AOÛT 1955.

N° :NOM :Père :Mère :S/CHEF :CHEF :EMPREINTE.

953:KABERUKA :RYANJERU :NYIRABAGINA :NAHO :HAGUMA :

62:RURABAYE :BYANDAGARA :BAHOZA :RWIHAMAGIGA : KALIMA :

18:NGURINZIRA :RUZIMA :NYIRARUYANGE:KAGOROLA : " :

502:RUGABURA :NKUNDABAKURA:NYIRABANGIRANA:KABANDA :KAMARI :

RESIDENCE DE KIGALI  
TERritoire de KINYIGURI

N° 198/ R.O.

Objet: permis recrutement

Kinyiguri, le 13 février 1950

Monsieur le Résident

En annexe à la présente, j'ai l'honneur de vous transmettre une demande de permis de recrutement introduite par Monsieur Marchal pour les besoins de sa mine de Kifurwe.

Les contrats actuellement en cours viendront bientôt à expiration, et Monsieur Marchal aura besoin de les renouveler. J'émetts un avis favorable.

L'Administrateur de Territoire  
Antonissen W.

Monsieur le Résident du Ruanda  
Kigali



RUANDA-URUNDI  
Territoire de RUHENGARI  
=====

DEMANDE DE PERMIS DE MAIN-D'OEUVRE  
=====

Je soussigné sollicite pour mon employé Mr Hubert SCHOUBBEN  
un permis gratuit de maind'oeuvre pour recruter ou engager  
environ 900 travailleurs dans la région du territoire de  
Ruhengeri. Ces travailleurs seront ensuite dirigés sur  
KIFURWE pour y être employés.

A Kéa le 31/1/1950

Pr R. MARCHAL

J. DOYEN Fondé de Pouvoirs  
=====

Nom du demandeur: R. MARCHAL

Nationalité: Belge

Immatriculé à : Kalehe

Profession: Ingénieur

Adresse: Kéa Bobandana Kivu

Nom de celui qui recrute ou engage: SCHOUBBEN Hubert

Nationalité: Belge

Immatriculé à: Ruhengeri

Adresse: Mines de Kifurwe

à mon service depuis 1943.

A Monsieur l'Administrateur Territorial

Contrat N° 2, Catégorie I.K.L. du 1 SEPT 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de MINES de KIFURWE pour un terme de 300 jours commençant le 1 SEPT 1955 et prenant fin le RUANDA. Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. L'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,70, ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

MINES de KIFURWE

Fait à RUANDA le dix huitième jour du mois de octobre mil neuf cent cinquante cinq

L'Administrateur de Territoire,

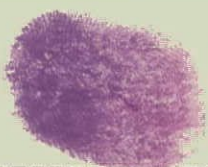
MARCHAL, R. ou son Délégué,



CONTRAT N° 2. CATEGORIE J DU 1er SEPTEMBRE 1955.

N° :NOM :Père :Mère :S/CHEF :CHEF :EMPREINTE.

601:BAZIVAMO :MPANGUHE :NYIRAKIMONYO:RWIHAMAGIGA :KALIMA :



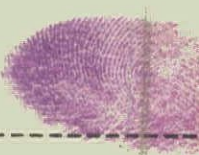
281:RUGAMBAGE :MUGURUSU :NYIRAKAGORO :KAGOROLA : " :



324:NGABOYISONGA:NGIRIMANDWA :NYIRABIHINGWA:SEMPABWA : " :



541:MUNYAKIGALI :NDYANABO :BATUYE :TEGERI :KAYIHURA:



CONTRAT N° 2. CATEGORIE K DU 1er SEPTEMBRE 1955.

N° :NOM :Père :Mère :S/CHEF :CHEF :EMPREINTE.

210:UZARIBARA :GAHANGA :NYIRABURO :RWIHAMAGIGA :KALIMA:

374:BAVUYE :NTIRYERA :AYINO : " : " :

243:MBOGOYE :BARIYANGA :NYIRABUKWARE:KAGOROLA : " :

249:MINANI :MINANI :NYIRAMICACA : " : " :

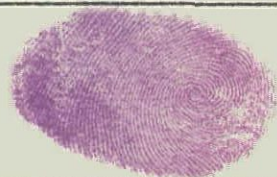
267:BIHURA :BARITIMA :NYIRANZOGA :SEMPABWA : " :



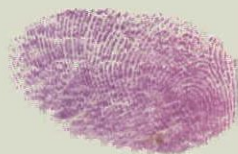
CONTRAT N° 2. CATEGORIE L DU 1er SEPTEMBRE 1955.

N° : NOM : Père : Mère : S/CHEF : CHEF : EMPREINTE.

496: BAGOYI : BACURUWIHA : BARUSHYINDIMI: RWIHAMAGIGA: KALIMA:



53: BARAWIGIRIRA: RUZIGURA : NYIRASHYIRAMBERE: KAGOROLA: KALIMA:



Contrat N° 2, Catégorie I du 1 SEPT 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part.  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à fournir ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de MINES de KIFURWE RUANDA pour un terme de 300 jours commençant le 1 SEPT 1955 et prenant fin le ..... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. L'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,70 ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

MINES de KIFURWE  
Fait à RUANDA le dix huitième jour du mois de juillet mil neuf cent cinquante cinq

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué.



CONTRAT N° 2. CATEGORIE I DU 1er SEPTEMBRE 1955.  
6666-----

N° :NOM /Père :Mère :S/CHEF /CHEF :EMPREINTE.

384:SINKANGWA :BENDA :BAVAKURE :RWIHAMAGIGA :KALIMA :



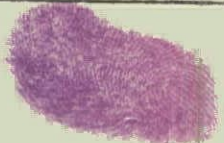
758:KWISANGA :BENDA :NYIRAKIMONYO: " : " :



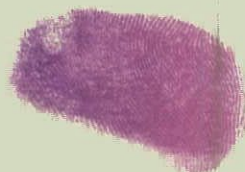
846:BANGANKIRA :KAJYIBWAMI :MPORWIKI :SEMANONKO : " :



764:MAGERA :BASESA :NYIRAMITWE :SEMPABWA : " :



951:SEMBOGOYE :BUHAHANO :NYIRAGARAGARA:KAGOROLA : " :



Contrat N° 2 Ctegonie H. du 1 SEPT 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de **MINES de KIFURWE RUANDA** pour un terme de 300 jours commençant le 1 SEPT 1955 et prenant fin le ..... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.

ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.

ART. 3. L'Employeur s'engage :

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,70 ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.

ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.

ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
  - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
  - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.

ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

**MINES de KIFURWE**  
Fait à **RUANDA** le dix huitième jour du mois  
de octobre mil neuf cent cinquante ans

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



CONTRAT N° 2.CATEGORIE H DU 1er SEPTEMBRE 1955.

N°/ :NOM :Père :Mère :S/CHEF :CHEF :EMPREINTE.

1051:GATAMBIYE :BISENCE :NGAYINSHURO :RWIHAMAGIGA :KALIMA :



1132:SINAMENYE :SEBIKARI :NYIRAFUKU :KAGOROLA : " :



Contrat N° 2 Catégorie C du 1 SEPT. 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part.  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de MINES de KIFURWE RUANDA pour un terme de 300 jours commençant le 1 SEPT. 1955 et prenant fin le . Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. L'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7.70 ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

Fait à MINES de KIFURWE le 25 septembre jour du mois  
RUANDA  
de 1 sept. mil neuf cent cinquante

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL R. ou son Délégué,



CONTRAT N° 2. CATEGORIE G DU 1er SEPTEMBRE 1955/

N° :NOM :Père :Mère :S/CHEF :CHEF :EMPREINTE.

I254:NIRAGIRE :MICUNGO :NZAYINO :RWIHAMAGIGA :KALIMA :



Contrat N° I. Catégorie D du 1 SEPT. 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de MINES de KIFURWE pour un terme de 300 jours commençant le 1 SEPT. 1955 et prenant fin le ..... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. l'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,35, ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

Fait à MINES de KIFURWE le dix-huitième jour du mois  
RUANDA  
de août mil neuf cent cinquante cinq.

L'Administrateur de Territoire;

MARCHAL, R. ou son Délégué,



CONTRAT N° I. COTEGORIE D DU 1er SEPTEMBRE 1955.

N° :NOM :Père: :Mère :S/CHEF :CHEF :EMPREINTE.

I209:BARIRAKUNABI:NDARUSHINZE :NYIRAKWEZI :RWIHAMAGIGA :KALIMA :

I533:BIBUTSA :SERUNTAGA :NYIRABAPFAKURERA: " : " :

I605:NDAMIYE :BANANIYE :NYIRASHINGWE: " : " :

I615:MUREGO :GATO :GASAMBI : " : " :

I300:RWAMBIBI :NTUGUGU :MPAZAYIHE :SEMANONKO : " :

I622:KARABOSHA :MPUNDI :NYAMBASHA : " : " :

I601:KADURIRA :BYANDAGARA :NYIRANKABURA:RWATANGABO : " :

I611:BAMBANZE :NDABARINZE :NYIRANKOMANE:SEMPABWA : " :

Contrat N° I Catégorie C du 1 SEPT. 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part.  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de **MINES de KIFURWE** pour un terme de 300 jours commençant le 1 SEPT. 1955 et prenant fin le ..... **RUANDA** Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.

ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.

ART. 3. L'Employeur s'engage :

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,35 ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.

ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.

ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
  - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
  - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.

ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

Fait à **MINES de KIFURWE** le 25 août jour du mois  
**RUANDA**  
de 1955 mil neuf cent cinquante ans

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



CONTRAT N° I. CATEGORIE C DU 1er SEPTEMBRE 1955.

N°	:NOM	:Père	:Mère	:S/CHEF	:CHEF	:EMPREINTE.
937:	NKUBAMUGANA	:BINEGU	:MBURANUMWE	:RWIHAMAGIGA	:KALIMA	:
2029:	BUHARARA	:MIGESHI	:NYIRAMIVUMBI:	"	: "	:
I925:	RUGIRINSHUNGU:	MUNANIRA	:NTAWU RUCURUNDI:	RWATANGABO:	"	:
I777:	GATEMBA	:SABIRE	:NYIRABATUTSI:	SEMANONKO	: "	:
I794:	MUNYAKAZI	:MIBARI	:HAKURINKA	:SEMPABWA	: "	:
I849:	SEGASAGE	:SEMBEBA	:NYIRABAHIMA	:KINYONI	: "	:
I835:	BASENYURWABO	:SEBISHARI	:NTAMUKIZA	:NKUNDIYE	: "	:

Contrat N° I Catégorie B du 1 SEPT. 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de **MINES de KIFURWE** pour un terme de 300 jours commençant le 1 SEPT. 1955 et prenant fin le ..... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.

ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.

ART. 3. L'Employeur s'engage :

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,55 ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.

ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.

ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
  - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
  - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.

ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

Fait à **MINES de KIFURWE** le dix huitième jour du mois  
**RUANDA**  
de octobre mil neuf cent cinquante ans

L'Administrateur de Territoire,

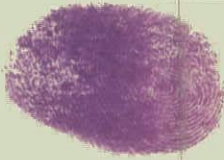
MARCHAL, R. ou son Délégué,



CONTRAT N° I. CATEGORIE B DU 1er SEPTEMBRE 1955.

N° : NOM : Père : Mère : S/CHEF : /CHEF : EMPREINTE.

2052 : BIHUTU : KAJUMBA : NYIRAMBEBA : KAGOROLA : KALUMA :



Contrat N° I Catégorie A du 1 SEPT 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part.  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de **MINES de KIFURWE** pour un terme de 300 jours commençant le 1 SEPT 1955 et prenant fin le ..... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. l'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,35 ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

Fait à **MINES de KIFURWE** le ix huitième jour du mois  
**RUANDA**  
de octobre mil neuf cent cinquante cinq

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



Contrat N° I. CATEGORIE A DU 1er SEPTEMBRE 1955.

N° : NOM : Père : Mère : S/CHEF : /CHEF : EMPREINTE.

22

2267:BARAHIRA :BWICUBUGIZE :NYIRANDIMBIRA:TUMBANYA :KALIMA :

2273:BYUKUJYEYO :GASHABU :NYIRABUHIVU :ZIMULINDA :: " :

2282:KABARAGASA :NTIBISIGWA :NTAMABYARIRO:SEMPABWA : " :

2268:MUGEMANA :MUZIGURA :NYIRANDUSHYI:Semanonko : " :

Contrat N° I Catégorie d du 1 SEPT. 1955 d.**Entre les soussignés :**

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

**il a été convenu ce qui suit :**

- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de **MUGANDU** pour un terme de 300 jours commençant le 1 SEPT. 1955 et prenant fin le ..... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. l'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,35, ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

Fait à **MUGANDU** le 18/10/55 jour du mois  
de ..... mil neuf cent cinquante.....

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



MINES DE MUGANDU.

CONTRAT N°1. CATEGORIE D 1er SEPTEMBRE 1955.

N° : NOM : Père : Mère : S/CHEF : CHEF : EMPREINTE.

43: NEMEXE : BIGEGA : NYIRANGABO : ZIMULINDA : KALIMA :

49: MANYAGIHUGU : RWARINDA : NTAWUHANUNDI : " : " :

50: MIRAMA : MARIBURIRA : NYIRANDEGEYA : " : " :

51: AYIBUBANDI : MAFARA : NYIRAMBARAGASA : " : " :

12: SEMAJYERI : NTIRUGURIRWA : NYIRARUGARYI : SEMPABWA : " :

18: SEBURAME : NTIRUSHIZE : HABUHAZI : " : " :

31: RUMIYA : MARIBURIRA : BATANGA : " : " :

71: BIGIRIMANA : NYABUNUGA : NYIRABATERA : MUMIGA : KARYABWITE :

Contrat N° I Bleguè e du 1 SEPT 1955**Entre les soussignés :**

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

**il a été convenu ce qui suit :**

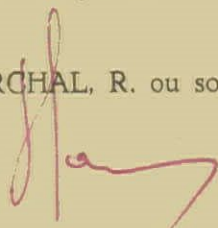
- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de MUGANDU pour un terme de 300 jours commençant le 1 SEPT 1955 et prenant fin le ..... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. L'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,35 ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

Fait à MUGANDU le 15/10/55 jour du mois  
de ..... mil neuf cent cinquante.....

L'Administrateur de Territoire,



MARCHAL, R. ou son Délégué,





MINES DE MUGANDU.

CONTRAT N° I. CATEGORIE C DU 1er SEPTEMBRE 1955.

N°	: NOM	: Père	: Mère	: S/CHEF	: CHEF	: EMPREINTE.
I 82	: KANGABO	: BASHAKA	: NYIRAMAHANO	: ZIMULINDA	: : KALIMA	:
I 72	: KAYITAKIBWA	: RWAGITARE	: NYIRANTABIRE	: SEMPABWA	: "	:

Contrat N° I Colégonie A du 1 SEPT 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de **MUGANDU** pour un terme de 300 jours commençant le 1 SEPT 1955 et prenant fin le..... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. L'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 7,35 : ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

Fait à **MUGANDU** le 18/10/55 jour du mois  
de..... mil neuf cent cinquante.....

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



MINES DE MUGANDU

CONTRAT N° I. CATEGORIE A DU 1er SEPTEMBRE 1955.

N°	: NOM	: Père	: Mère	: S/CHEF	: CHEF	: EMPREINTE.
344:	BAZANSANGA	: MUHUNDE	: NYIRAMATABARO	: ZIMULINDA	: KALIMA	:
346:	GATARIRA	: NTUNGIRAHE	: NYIRAMAHARANGARI	: "	: "	:
369:	SHYIRAKERA	: BUREGEYA	: MBUNUBUHATSE	: "	: "	:
370:	NGERAGEZE	: SEBURO	: MARIBURIRA	: ZIMULINDA	: "	:
371:	NKURIRAGENDA	: RUTEBUKA	: BARAKAGIRA	: "	: "	:
374:	BUFENDEGERI	: RUTEBUKA	: BARAKAGIRA	: "	: "	:

Contrat N° 2, Catégorie D du 1<sup>er</sup> août 1955

**Entre les soussignés :**

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

**il a été convenu ce qui suit :**

- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de **MUGANDU** pour un terme de 300 jours commençant le 1.8.55 et prenant fin le ..... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. L'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 1,35 ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

**MINES de KIFURWE**  
Fait à **RUANDA**

le 18/10/55 jour du mois  
de ..... mil neuf cent cinquante

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



MINES DE M.U.G.A.N.D.U.

1/8

CONTRAT N° 2. CATEGORIE D DU 1er 1955.

N°	NOM	:Père	:Mère	:S/CHEF	:CHEF	:EMPREINTE.
I:	BAHEBE	:RWAJEKARE	:MUNGWE	:KIBANDAMA	:MUKOMBE : :KALIMA :	
5:	RUNGUNDU	:BIGALI	:NTAMWEMEZI	:SEMPABWA	:KALIMA :	
II:	RUDAHANWA	:SHYIRAMBERE	:NYIRAMBANGUTSE:	"	: "	
13:	RUGARA	:SENKWARE	:MIBARI	: "	: "	
15:	RUKERIBUGA	:NERETSE	:MPAZAYABO	: "	: "	
16:	KABANGURANYI	:HASHAKIMANA	:NYIRANGABO	: "	: "	
34:	AYIMANA	:BASESAYOSE	:NYIRAMUGANZA:	"	: "	
40:	SEMIHARE	:RUNGUNDU	:NYIRAMASAKA	: "	: "	
74:	NDAYIKAMERE	:SEMASAKA	:NYIRANDIHE	: "	: "	
7:	SEBITORAGURANO	:SEBATWA	:KAMPAYANA	:ZIMULINDA	: "	
64:	SENGABO	:NGERAGEZE	:NTIMBA	: "	: "	
78:	GATABAZI	:NKINZINGABO	:NYIRANTANGO	: "	: "	
59:	BIGIRABAGABO	:MIRASANO	:GAFENE	:NYIRANKWAYA	:RWIGEMERA:	
92:	BINANI	:BURIRI	:NYIRABYOBO	:KAGOROLA	:KALIMA :	

Contrat N° 2, Catégorie C. du 1 AOUT 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de MUGANDU pour un terme de 300 jours commençant le 1 AOUT 1955 et prenant fin le ..... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. L'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 135/- ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

MINES de KIFURWE

Fait à RUANDA le 18/10/55 jour du mois de ..... mil neuf cent cinquante

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,

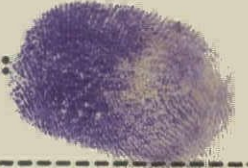


MINES DE M.U.G.A.N.D.U.  
=====

CONTRAT N°2. CATEGORIE C DU 1er AOUT 1955.  
-----

-----  
N° :NOM :Père :Mère :S/CHEF :CHEF :EMPREINTE.  
-----

33:NYIRINGABO :MARIBURIRA :NYIRAMASHAZA:SEMPABWA :KALIMA :



255:KABARIRA :SURWUMWE :NYIRAMATAMA : " : " :



191:RUTWAZA :KAJEGUHAKWA :NYIRANDENZI :MUKIGA :KARYABWITE:



178:KAGURANO :KABUGUBUGU :NYIRANZOGA :KAGOROLA :KALIMA :



Contrat N° 1, Catégorie B du 1 AOÛT 1955**Entre les soussignés :**

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

**il a été convenu ce qui suit :**

- ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de **MUGANDU** pour un terme de 300 jours commençant le 1 AOÛT 1955 et prenant fin le..... Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.
- ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.
- ART. 3. L'Employeur s'engage :
- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 2,35 ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
  - B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
  - C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.
- ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.
- ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :
- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
  - B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
    - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
    - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.
- ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

**MINES de KIFURWE**Fait à **RUANDA** le 18/10/55 jour du mois  
de..... mil neuf cent cinquante.....

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



MINES DE M.U.G.A.N.D.U.

CONTRAT N° 1. CATEGORIE B DU 1er AOUT 1955.

N° : NOM : Père : Mère : S/CHEF : CHEF : EMPREINTE.

~~326: NKinzingabo : Bitorwa : Nyirandanyoye : Zimulinda : Kalima :~~

301: Rusingizandekwe: Kiniagu : Nyirandegu : Sempabwa : " :

308: Ngayabateruzi : Kanyamibwa: Bapfakururimi: " : " :

316: BGenge : Gasirabo : Bwashirande: " : " :

318: Byumvuhore : Bidebe : Nkeshimana : " : " :

327: Majangwe : Ntawugaya : Busabano : Rukikatara : " :

Contrat N° 1, Catégorie A du 1 AOUT 1955

## Entre les soussignés :

MARCHAL Robert, Ingénieur des Mines, ou son Délégué, ci-après dénommé l'Employeur, d'une part,  
et l'indigène dénommé ci-contre, (voir annexe), d'autre part,

## il a été convenu ce qui suit :

ART. 1. Le contractant de seconde part s'engage à prêter ses services en qualité de travailleur pour des travaux à exécuter à la Mine de MUGANDU pour un terme de 300 jours commençant le 19 AOUT 1955 et prenant fin le . Les absences en désertion, peines d'emprisonnement, absences sans autorisation dûment constatée, ne comptent pas dans le temps fixé par le présent contrat. Le terme du contractant de seconde part sera prolongé pour une période équivalente.

ART. 2. Le contractant de seconde part s'engage à remplir toutes les obligations imposées par le Décret du 16 mars 1922 et spécialement celles désignées à l'art. 10.

ART. 3. L'Employeur s'engage :

- A) A payer au contractant de seconde part un salaire journalier de 2,35 f ce salaire étant liquidé mensuellement. Toutefois, pendant les jours de maladie dûment constatée, le contractant de seconde part, ne touchera, outre la ration, que la moitié de son salaire.
- B) A lui fournir au moment de l'engagement, les objets de couchage et d'habillement prévus par les ordonnances en vigueur.
- C) A lui fournir la ration conformément aux ordonnances en vigueur.

ART. 4. L'Employeur s'exonère de toute obligation en matière de logement envers les travailleurs dont la résidence habituelle se trouve dans un rayon de 5 kms du centre d'exploitation.

ART. 5. Le contractant de seconde part reconnaît à l'Employeur le droit :

- A) de lui infliger des amendes et retenues sur salaire conformément à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922;
- B) de résilier le contrat sans préavis, outre les clauses prévues à l'art. 15 du décret du 16 mars 1922, dans les cas énumérés ci-après :
  - 1. Lorsque le contractant de seconde part aura fait montre d'incapacité notoire, de paresse, d'intempérance, d'insubordination, ou aura encouru une condamnation judiciaire;
  - 2. Lorsqu'il ne se conformera pas aux prescriptions du Service Médical de l'Employeur.

ART. 6. En cas de perte ou destruction volontaire du livret de travail le renouvellement de ce document donnera lieu au paiement, par le contractant de seconde part, d'une somme de 15 francs qui sera versée par l'Employeur, après déduction du coût du livret, à l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance Indigène d'Usumbura.

MINES de KIFURWE  
RUANDA

Fait à le 18/10/55 jour du mois  
de mil neuf cent cinquante.

L'Administrateur de Territoire,

MARCHAL, R. ou son Délégué,



MINES DE M.U.G.A.N.D.U.  
=====

CONTRAT N° I. CATEGORIE A DU 1er AOUT 1955.

N°	NOM	:Père	:Mère	:S/CHEF	/CHEF	:EMPREINTE.
345:	RUKUBANYA	:NZIGUYE	:NYIRANDIME	:SEMPADWA	:KALIMA	:
353:	IGONDOZA	:RWAKIGARAMA	:SEKABUHO	: "	: "	:
357:	SERUBIBI	:NDINDAYINGABO	:NYIRANTAMBARA	: "	: "	:
363:	GATUNGURU	:BARASEBANYA	:NYIRAMICACA	: "	: "	:
360:	NKURIYEMUNDA	:SEBIKARI	:NYIRAMUSWA	: "	: "	:
347:	NYIRAKADWA NYIRAKADWA	:ZIKAMBAHARI	:NDAYARENZE	: "	: "	:
358:	RWANZIYEKARE	:SENDUGU	:NYANGUHAFI	: "	: "	:
368:	BIZAGWIRA	:KABUGUBUGU	:BAKOMERA	: "	: "	: